



## GESTION ET VALORISATION DES BOUES D'EPURATION DOMESTIQUES : ÉTUDE COMPLEMENTAIRE DE FILIERES ALTERNATIVES A L'EPANDAGE AGRICOLE LOCAL

*Compte rendu du Comité de pilotage n°1*

---

*Le mardi 25 novembre 2025 à 15h en présentiel (Hôtel du Département)*



# 1. Liste des participants

ORGANISME	NOM Prénom	Fonction	Présent
Préfecture du Doubs	BASTILLE Rémi	Préfet	X
	PALLIX Emilie	Cheffe du Bureau CEEP	X
DDT du Doubs	FABBRI Benoit	Directeur	X
	BARTEAU Aurélia	Chef du service ERNF	X
	MAMET Etienne	Chef de l'unité assainissement	X
Agence de l'eau	HOEFFLER Guillaume	Directeur de la délégation de Besançon	Excusé
	GUILLEMIN Olivier	Chef du service Redevances	X
	ROSSI Vivien	Chef du service Doubs, Ain, Ognon	Excusé
ADEME BFC	VAN PASSEN Prisca	Ingénieure Déchets et Economie Circulaire	Excusée
Grand Besançon Métropole	LIME Christophe	Vice-président en charge de la Régie Eau et assainissement	X
	IMPERAS Christian	Directeur d'exploitation DEA	X
Pays Montbéliard Agglomération	GRANJON Daniel	Vice-président en charge de l'eau et de l'assainissement	X
	VURPILLOT Cyril	Chargé de missions Eau	X
Communauté de communes Altitude 800	BOURGEOIS Eric	Vice-président	
Communauté de communes Entre Doubs et Loue	HENRIET Fabien	Vice-président	X
Communauté de communes des 2 Vallées Vertes	SPADETTO Emmanuel	Vice-président en charge de l'eau et de l'assainissement	X
Communauté de communes des Portes du Haut-Doubs	RUCHET Paul	Vice-président en charge de l'assainissement	X
	HUMBERT Damien	Responsable assainissement	X
Communauté de communes Doubs Baumoisi	COURANT Alain	Vice-président en charge de l'assainissement	X
	ROUSSOT Anne	Responsable assainissement	X
Communauté de communes du Grand Pontarlier	DEFRASNE Daniel	Vice-président en charge de l'eau et de l'assainissement	Excusé
	CHARRIERE Sylvain	Directeur Eau et assainissement	X

ORGANISME	NOM Prénom	Fonction	Présent
Communauté de communes du Pays de Maïche	MERIQUE Anthony	Vice-président en charge de l'eau et de l'assainissement	X
	FEURTEY Vivien	Responsable assainissement	X
Communauté de communes du Pays de Sancey-Belleherbe	CIRESA Benoit	Vice-président en charge de l'eau et de l'assainissement	X
	ROUGE Lucie	Directrice Eau et assainissement	
Communauté de communes du Plateau du Russey	RENAUD Jérôme	Vice-président en charge de l'assainissement	Excusé
	VERAIN-BRUOT Pauline	Responsable assainissement	
Communauté de communes du Val de Morteau	BOLE Cédric	Président	Excusé
	BALANCHE Maxime	Responsable assainissement	X
Communauté de communes Frasne Dugeon	VALLET Christian	Président	X
	COURDIER Sarah	Directrice Eau et assainissement	Excusée
Communauté de communes Loue Lison	GARNIER Christophe	Vice-président en charge de l'assainissement	X
	MERCIER Diane	Responsable environnement	X
Communauté de communes Lacs et Montagnes du Haut Doubs	LIETTA Claude	Vice-président en charge de l'assainissement	
	DEMAIMAY Stéphane	Responsable assainissement	
Syndicat Intercommunal des Eaux du Val de l'Ognon	DECOSTERD Thierry	Président	X
	MARQUIS David	Directeur	X
SIA de la Bouvière	RATTE Christian	Président	
Commune de Levier	SAULNIER Marc	Maire	
Commune de Villers-sous-Chalamont	COURVOISIER Claude	Président	
Département du Doubs	LOIZON Béatrix	Vice-présidente	X
	PARRA Stéphane	Chef service Eau et milieux aquatiques	X
Département de la Haute-Saône	SEGUIN Laurent	Président	Excusé
	TROUPEL Hugo	Chef du service	Excusé
Département du Jura	FASSETNET Jérôme	Président	Excusé
	MINIER Paul	Chargé de missions Ressource en eau	X

ORGANISME	NOM Prénom	Fonction	Présent
Département du Territoire de Belfort	BOUQUET Florian	Président	
	TALOUHARN Mathilde	Chargée de missions Eau	
Région BFC	MOREL Christian	Vice-président	
	MERCIER Claude	Conseiller régional délégué Déchets/EC	X
	MUTSCHLER Estelle	Chargée de missions DECI	X
Chambre interdépartementale d'agriculture 25/90	MONNET Philippe	Président	X
	RENAUD Xavier	Responsable service espace et territoire	X
	MULLER océane	Chargée de missions Valorisation agricole des déchets	X
FRCL Massif jurassien	CUINET Philippe	Administrateur	X
	DE DOMINICIS Marie-Françoise	Directrice	
Comité Interprofessionnel du Comté	MATHIEU Alain	Président	
	ELISSEFF Valéry	Directeur	
Syndicat Interprofessionnel du Morbier	ALPY Joël	Président	
Syndicat Interprofessionnel du Mont d'Or	FEVRIER Eric	Président	
ALLIANCE ENVIRONNEMENT	LOPES Clément	Chargé de missions	X
ASCOMADE	GAILLARD Vincent	Directeur	X
	TAUVERON Muriel	Chargée de missions assainissement	
SYPREA	DESARMENIEN Pierre	Représentant	X
Association des Maires du Doubs	GENRE Patrick	Président	
Association des Maires ruraux du Doubs	PIQUARD Charles	Président	

## 2. Introduction

En préambule de la réunion, M. le Préfet rappelle le contexte de réalisation de cette étude. Le Comité de pilotage (COFIL) de l'automne 2024, co-présidé par M. le Préfet et Mme la Présidente du Département en présence des intercommunalités et des communes qui gèrent une station d'épuration de plus de 1 000 équivalents habitants (EH), avait abouti aux décisions suivantes :

- Sollicitation d'une période transitoire de 5 ans pour permettre de continuer l'épandage de boues sur les zones en AOP (avant une interdiction définitive) afin de laisser le temps aux collectivités de s'adapter en poursuivant la réflexion de manière plus sereine et en réalisant les investissements nécessaires,
- Réalisation d'une étude complémentaire des filières de gestion des boues alternatives à l'épandage agricole locale identifiées dans le cadre de l'étude initiale : épandage distant, création d'une plateforme de compostage et adaptation de la filière incinération.

M. Le Préfet confirme que la demande de période transitoire a été acceptée par l'Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO) en accord avec les filières concernées. Il remercie ensuite le Département et les partenaires (Agence de l'Eau, ADEME et Région) pour le financement de l'étude actuelle dédiée à l'approfondissement des filières de valorisation des boues.

Mme la Vice-présidente du Département, Béatrix LOIZON, rappelle ensuite l'historique de la première étude, les objectifs généraux de la seconde étude, et annonce l'ordre du jour de la réunion :

- Mise à jour des données de production de boues et de filières mobilisées sur la période 2021–2023,
- Présentation des scénarios de compostage possibles sur le Département,
- Etat des lieux des possibilités d'épandage distant sur le territoire du Doubs.

## 3. Présentation de l'étude

La présentation projetée est disponible en annexe de ce compte rendu.

### **Mise à jour des données et scénario de compostage**

Après un rappel des objectifs de l'étude, le bureau d'études Alliance Environnement présente la mise à jour des données de production de boue et des exutoires sur la période 2021–2023. Les informations principales sont les suivantes :

- **Production moyenne dans le Doubs :**
  - environ **8 400 tonnes de matière sèche** par an,
  - **Équivalent en matière brute : environ 70 000 tonnes,**
- **Baisse significative** de la production depuis 2021 (post-Covid),
- **Disparité des productions en fonction des territoires,**

- **Plus de 90% des gisements valorisés en agriculture** (épandage directe ou retours au sol après compostage),
- **75% du gisement des zones en tension est actuellement composté.**

La suite de la présentation permet de faire le point sur :

- la capacité actuelle des plateformes de compostage (PFC) mobilisées et les scénarios possibles d'internalisation du compostage sur le territoire du Doubs :
  - **22 000 tonnes** de capacité disponible par réajustement des flux sur les 6 PFC,
  - **10 000 tonnes** supplémentaires via les évolutions réglementaires prévues (2026–2027),
  - Un gisement non composté actuellement des zones en tensions compris **entre 4 et 5000 tonnes.**
- Les scénarios possibles pour l'adaptation de la filière compostage :
  - Le **statut quo**,
  - La création d'**une PFC générale**,
  - La création de **plusieurs PFC intermédiaires**,
  - La création de **plusieurs PFC de petite taille.**

Pour chaque scénario de création de compostage, une version PFC couverte et une version PFC non couverte ont été présentées avec, à chaque fois, les coûts d'investissement et de fonctionnement.

### **Scénario d'épandage distant**

Dans la stratégie de conservation de la filière épandage, 3 scénarios sont envisagés :

- L'installation d'unités de déshydratation/chaulage **dans chaque EPCI** avec transport des boues prétraitées directement vers les parcelles locales non-AOP aptes pour un épandage,
- **La création d'un à deux sites centralisés** de prétraitement pour la zone tendue, avec transport dans un second temps vers les zones propices,
- **Le maintien de la filière actuelle** avec réflexion à l'échelle de l'EPCI en identifiant les parcelles non-AOP de chaque EPCI.

La Chambre d'Agriculture présente dans un premier temps les résultats des enquêtes en ligne réalisées auprès des exploitants du département. Ce questionnaire a permis de mettre en avant les freins chez les non preneurs (crainte de la présence d'éléments indésirables, logistique trop lourde ou difficultés d'échange avec les producteurs de boues), mais aussi les conditions pour accepter les boues (analyses supplémentaires, boues déshydratées et chaulées, garantie sanitaire).

Dans un second temps, la Chambre a présenté les surfaces disponibles pour l'épandage respectivement pour chaque EPCI, mettant ainsi en avant une très forte hétérogénéité des disponibilités, en identifiant à la parcelle les secteurs encore aptes pour un épandage distant.

## 4. Echanges

### Sur les délais de mise en place de l'interdiction d'épandage sur les parcelles AOP

**M. Vurpillot (PMA)** demande des précisions sur les modalités de mise en place de cette période transitoire, et surtout si les dérogations devront être demandées individuellement par chaque exploitant qui souhaite en bénéficier ou bien si celles-ci seront automatiques.

**M. le Préfet** confirme que le moratoire s'appliquera sans que des démarches particulières ne doivent être faites par les exploitants agricoles, afin de faciliter la mise en œuvre.

### Sur les capacités de stockage

**M. Desarmenien (SYPREA)** s'interroge sur la viabilité de l'épandage distant sans tenir compte de la problématique du stockage car les conditions et périodes d'acceptation des boues par les exploitants ne permettent pas une évacuation en flux tendu de boues déshydratées. Il ajoute que de nombreux silos de boues liquides ne sont pas utilisés et se demande si des épandages distants de boues liquides ne pourraient pas également être étudiés.

**Mme Muller (Chambre Agriculture)** explique que les enquêtes réalisées mettent en avant un attrait des exploitants pour les boues chaulées et déshydratées par rapport aux boues liquides. Les scénarios étudiés tiendront donc compte de la création de plateforme de stockage de boues déshydratées.

### Sur la qualité sanitaire et l'innocuité des produits épandus

**M. Lime (GBM)** n'est pas étonné des résultats de l'enquête agricole et notamment de la méfiance des exploitants agricoles vis-à-vis de la qualité sanitaire des boues d'épuration domestique étant donné le manque de données sur certains paramètres émergents (microplastiques, PFAS, substances médicamenteuses, etc). Selon lui, il faudrait réaliser une étude permettant de préciser si les apports de boues sur les parcelles modifient, ou non, le produit agricole récolté. Il ajoute qu'au-delà de la question de l'acceptation des boues par les exploitants, cette réticence vis-à-vis de l'épandage est aussi une question en lien avec la qualité de l'eau. Il est ainsi régulièrement interrogé sur l'impact des épandages sur la qualité de l'eau.

**M. le Préfet** fait observer qu'il s'agit de sujets qui dépassent largement le cadre départemental et demande à recentrer les échanges sur l'objet de l'étude ainsi que son échelle qui est départementale.

Il est rappelé par ailleurs que les collectivités respectent les fréquences d'analyses imposées par la réglementation nationale pour l'épandage et le compostage.

**M. Spadetto (CC2VV)** abonde dans le sens de la réflexion de M. Lime ; et s'interroge sur les solutions possibles dans l'éventualité où les exploitants ne voudraient plus jouer le jeu. Il se questionne ensuite sur les réactions de la population qui apprendrait que, dans le cadre d'un épandage distant sur les zones propices, dont la CC2VV fait partie, seulement quelques collectivités accueilleraient les boues d'une partie du territoire où l'épandage n'est pas possible, en plus des siennes.

### **Sur la prise en compte des plans d'épandage existant dans l'analyse du parcellaire agricole**

**M. Spadetto** interroge la Chambre d'Agriculture afin de savoir si les plans d'épandage existants ont déjà été soustraits des surfaces agricoles considérées comme encore aptes à l'épandage.

**Mme Muller** répond que ces plans d'épandage n'ont pas encore été soustraits des surfaces qui seraient disponibles car, à terme, ils devront aussi probablement être réajustés. Il convient donc de regarder la surface totale disponible à mettre en corrélation avec le besoin.

**M. Monnet (Président Chambre Agriculture 25-90)** explique qu'un plan d'épandage se doit de respecter certaines règles et notamment les capacités d'accueil des exploitations qui sont vérifiées à chaque plan d'épandage. Par conséquent, les futurs plans d'épandage sur les collectivités devront respecter ces règles et si les capacités d'accueil ne sont pas suffisantes alors le plan d'épandage ne sera pas réalisé. Il s'agit de règles déjà appliquées actuellement afin de préserver la ressource en eau notamment.

### **Sur la publication du décret socle commun sur les matières fertilisantes**

**M. Lime** interroge les services de l'Etat sur l'avancement du décret socle commun.

**Mme Barteau (DDT du Doubs)** explique que différents textes ont été mis en consultation en 2023 au niveau national et qu'ils ont par la suite été notifiés auprès de la commission européenne par la France dans le cadre d'une procédure obligatoire ayant pour objet de vérifier avant leur publication qu'ils ne créent pas d'obstacles à la libre circulation des marchandises au sein de l'Union européenne. Les consultations se poursuivent. Elle indique qu'un délai de deux ans est prévu entre la date de publication des textes et l'application des nouvelles dispositions applicables à l'épandage des boues de stations d'épuration. En attendant la publication de ces textes, la réglementation actuelle est toujours valable.

### **Sur le pouvoir méthanogène du compost**

**M. Monnet** s'interroge sur le pouvoir méthanogène du compost et de ses lixiviats et si un intérêt existe pour leur traitement via des méthaniseurs.

**M. Lopes (Alliance Environnement)** explique que le lixiviat est composé d'eau à 99,9 % et que par conséquent il n'y a aucun intérêt à incorporer ce produit dans un méthaniseur. Concernant le compost, la matière organique a été dégradée et il s'agit d'un produit stabilisé. Or la méthanisation se base sur la dégradation de la matière organique pour son fonctionnement. Le compost a donc un faible potentiel méthanogène et souvent insuffisant pour justifier une digestion.

**M. Desarmenien** ajoute que les boues aussi ont un faible pouvoir méthanogène et apportent peu de valeur ajoutée dans le méthaniseur, en comparaison aux contraintes qu'elles génèrent. Le peu de méthaniseurs qui acceptent des boues en France le font à des prix élevés.



### **Sur le périmètre d'étude**

**M. Morel (Vice-président de la Région BFC)** rappelle que les sols de Bourgogne-Franche-Comté présentent des taux de matière organique très variables, parfois trop faibles, parfois trop élevés, ce qui pose des problèmes agronomiques. Il indique aussi que les agriculteurs vont devoir faire face à une hausse du coût des engrais azotés en raison d'une nouvelle taxe.

Il estime qu'il serait ainsi utile d'explorer davantage l'usage des boues comme fertilisant, y compris la possibilité de les exporter hors région lorsque c'est nécessaire. Il regrette que ce scénario n'ait pas été étudié et invite à réfléchir plus largement à une gestion territoriale de la matière organique.

**M. Le Préfet** répond que, ni les services de l'Etat, ni le Département, n'ont la compétence de gestion des déchets sur le territoire. Malgré tout, ils se sont mobilisés de manière volontaire pour accompagner les collectivités locales dans l'adaptation de la gestion de leurs boues d'épuration, au regard du nouveau cahier des charges des AOP fromagères. Il constate que la majorité des collectivités se sont adaptées, qu'un délai de cinq ans a été obtenu pour les autres, et que des filières proches existent déjà pour traiter les boues. L'Etat considère donc que la situation évolue positivement et que la réflexion doit désormais être poursuivie par les acteurs compétents (Région et collectivités locales).

**M. Lime** répond qu'effectivement les collectivités se sont adaptées, mais au prix d'une multiplication des coûts de traitement des boues par 4. Une démonstration de l'absence de risque de transfert des éléments polluants des boues dans les productions agricoles doit être faite pour rassurer la population. Les analyses existent sur certains terrains depuis 40 ans. La région semble effectivement la bonne échelle pour mener ce type d'étude.

**M. Mercier (Région BFC)** rappelle l'importance de ce sujet dans les préoccupations de la Région qui s'articulent autour des thématiques complémentaires que sont l'environnement, la santé, l'alimentation et la production alimentaire. Cette étude s'est imposée à nous car les AOP fromagères ont posé le principe de précaution vis-à-vis du risque sanitaire lié aux boues. Alors pourquoi ce principe ne s'appliquerait-il pas sur les autres territoires hors AOP ? Dans tous les cas, on ne reviendra pas en arrière. Il faut donc avancer en intégrant ces questions liées à la santé, mais également en allant au bout de la réflexion en étudiant le scénario d'incinération, bien que cette solution semble une fausse bonne idée, et en élargissant le périmètre d'analyse.

### **Sur l'étude de la filière d'incinération des boues**

Plusieurs personnes du comité de pilotage demandent si l'incinération des boues a été étudiée dans le cadre de cette démarche.

Il est rappelé que l'incinération est partie prenante des solutions envisagées pour la valorisation, à long terme, des boues du département et que cela sera étudié dans la suite de l'étude afin d'avoir une comparaison des trois scénarios.

## Conclusion

**M. Le Préfet** conclut la réunion en proposant d'achever les travaux engagés afin de finaliser le panorama complet des solutions possibles s'offrant aux collectivités les plus impactées par les nouveaux cahiers des charges des AOP fromagères. Il se félicite de la mobilisation de la Région pour porter le sujet à une échelle plus large, et rappelle que de nombreuses aides financières existent pour accompagner les collectivités qui doivent encore s'adapter (Département, État, Agence de l'eau).

Concernant le compostage qui présente indéniablement un intérêt, il souligne que des solutions existent déjà, mais que la question d'une éventuelle plateforme départementale est posée aux experts et acteurs spécialisés, publics comme privés, capables d'en évaluer la pertinence et la viabilité.

Au regard de l'enjeu initial qui était l'adaptation des collectivités au nouveau cahier des charges des AOP fromagères, la situation a beaucoup évolué en 2 ans et les collectivités situées en zone de tension se sont en majeure partie adaptées. De plus, la période transitoire de 5 ans acceptée par l'INAO permettra aux dernières collectivités de réaliser les éventuels investissements nécessaires.

Il remercie enfin les personnes présentes pour la qualité des échanges, le Département et ses services pour leur implication sur ce sujet, ainsi que la profession agricole pour l'acceptation de la période transitoire avant l'application des nouveaux cahiers des charges.

## 5. Suites de l'étude

- Etude du scénario incinération pour finaliser la phase 2,
- Réalisation des analyses multicritères des différents scénarios étudiés (phase 3).